

## Personnels non-titulaires Parlons salaires !

Alors que le « quoi qu'il en coûte » a été mis en œuvre de manière systématique dans le secteur privé, il n'y aurait que des miettes pour l'Éducation nationale ?

Suite aux mobilisations du 13 janvier dernier, conséquences d'une gestion de la situation sanitaire devenue de plus en plus insupportable dans les établissements scolaires, le gouvernement a annoncé de nouveaux effectifs pour effectuer des remplacements. Mais cela ne se fera pas à grands frais.

Comme d'habitude, pour pallier le déficit de recrutements par concours et pour accueillir tous les publics, on fait appel systématiquement aux personnels contractuels : enseignant·es, ATRF, AEd et AESH. **Ces agent·es non-titulaires servent de variable d'ajustement des politiques de casse du service public d'Éducation. Sans garantie d'emploi, et avec des salaires largement sous-évalués, leurs carrières se trouvent bloquées dans des grilles salariales dont l'évolution indiciaire est basée sur celui de la Fonction publique.**

Pire, les AEd pourront bientôt effectuer des heures supplémentaires pour remplacer les enseignant·es (pour de l'enseignement hybride par exemple).

**Plus que jamais nous devons exiger des augmentations de salaire à la hauteur des nécessités !**

